

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## CAF\_Réha halte garderie Carrefour 18

7 Rue d'Espagne

Carrefour 18

35200 RENNES



DEKRA Industrial  
Immeuble Sémiramis 1  
Allée du Communal  
35770 VERN SUR SEICHE

Tél. 02.99.86.72.11

**Affaire n° : 54126214**

### Coordonnateurs SPS

Conception VALENTIN CAGNE  
Réalisation RAPHAEL LEPELTIER

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
26/02/2025	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Référentiel réglementaire .....</b>	<b>6</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>10</b>
Présentation du projet .....	10
• Description succincte du projet.....	10
• Situation géographique .....	10
• Description synthétique de l'environnement .....	11
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	11
Intervenants concernés par l'opération .....	12
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Architecte .....	12
• Coordonnateur SPS .....	12
• Organismes institutionnels de la prévention .....	12
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	13
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS .....</b>	<b>14</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	14
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	14
• Par rapport aux piétons .....	14
• Par rapport aux interdictions de survol .....	14
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	15
Description de l'ouvrage à bâtir.....	15
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers .....	15
• Amiante.....	15
• Plomb.....	15
• Installations aéroréfrigérées .....	15
• Diagnostic avant démolition.....	15
Accès au chantier .....	15
• Véhicules et personnel .....	15
• Points particuliers.....	16
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	16
• Affichage.....	16
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	16
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	16
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	16
• Infrastructures de chantier.....	16
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	16
• Protections collectives.....	17
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	17
Installations de chantier .....	17
• Plan d'installation de chantier .....	17



• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	18
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier.....	19
• Clôtures .....	19
• Stockage des Terres .....	19
• Affectation des installations de chantier.....	19
• Dimensionnement du cantonnement.....	21
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	21
• Secours.....	21
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	21
Autorisations administratives et démarches diverses .....	21

## **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent ..... 22**

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et .....	22
verticales .....	22
• Généralités.....	22
• Circulations des piétons .....	22
• Circulations des véhicules de chantier et de livraison .....	22
• Circulations horizontales et verticales.....	22
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	24
• Généralités.....	24
• Grues mobiles : .....	24
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	24
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	24
• Autorisation de conduite.....	24
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	24
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	25
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	25
• Approvisionnements.....	25
• Magasins .....	25
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	26
• Evacuation des déchets .....	26
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	27
• Matières et substances dangereuses .....	27
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	27
Protections collectives .....	27
Travail en hauteur .....	29
Travaux de terrassement / vrd .....	30
• Blindage des tranchées et des fouilles : .....	31
Travaux comportant le recours à des appareils de levage / Manutention lourdes .....	32
Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques .....	33
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles.....	34
Travaux de désamiantage.....	34
Travaux de traitement du plomb.....	35
Installation électrique de chantier .....	38
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	39



<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>41</b>
Respect des contraintes du site .....	41
• Horaires de chantier imposés .....	41
• Horaires et contraintes de livraisons .....	41
• Accès et circulation sur le site .....	41
Site en exploitation .....	41
• Risque incendie .....	41
• Permis feu Etablissement .....	41
• Evacuation des personnes en cas incendie .....	42
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	42
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant. ....</b>	<b>43</b>
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>45</b>
Organisation des secours.....	45
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....</b>	<b>47</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	47
Visite d'inspection commune.....	47
Etablissement d'un PPSPS .....	48
Diffusion des PPSPS.....	48
Observations du coordonnateur SPS.....	49
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	49
Mise à jour du PGC .....	49
Sous-traitant .....	49
Travailleurs Indépendants .....	50
Travail dissimulé .....	50
Prêt de main d'oeuvre .....	50
Recensement des accidents du travail .....	50
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>52</b>
<b>Annexe(s).....</b>	<b>53</b>



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



# Référentiel réglementaire

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94-1159.

## **A. Il est fondé sur les 9 Principes Généraux de Prévention :**

---

- 1) Éviter les risques,
- 2) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- 3) Combattre les risques à la source,
- 4) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- 5) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- 6) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- 7) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- 8) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- 9) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## **B. Modalités du Plan Général de Coordination :**

---

**Objet :** Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protections de la Santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

**Accès à l'opération :** Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

**Moyens et autorité :** Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, Le Maître d'Ouvrage autorise le Coordonnateur SPS à communiquer directement au Maître d'Œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le Coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur SPS détecte un Danger Grave et Imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier.

La notification des demandes est consignée sur le Registre Journal de Coordination SPS, les reprises de chantier, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS et du Maître d'œuvre, sont également consignées sur le Registre Journal de Coordination SPS.

**Responsabilités :** L'intervention du Coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4352-6 du code du travail).

### **Textes applicables :**

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.



**C. Obligations du Maître d'Ouvrage**

		Références du Code du travail	
		L	R
Obligations de faire	Appliquer les principes généraux de prévention	L.4531-1	R.4532-2
	Déclarer les opérations de niveau I et II	L.4531-2	R.4532-2
	Désigner le coordonnateur compétent, doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission	L.4532-3 L.4532-4 L.4532-5	R. 4532-22 R. 4532-4 R. 4532-5 R. 4532-6
	Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > à 760 000 €		R. 4533-1
	Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateur	L.4532-5	R.4532-22 R. 4532-6 R. 4532-40 R. 4532-8 R. 4532-7
	Conserver le PGCSPS et le plan général simplifié pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage		R. 4532-51
	Conserver et transmettre le DIUO	L.4532-16	R. 4532-97
	Constituer le CISSCT : Opération niveau 1	L.4532-10 L.4532-11	R. 4532-77 à R. 4532-94
	Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence	L.4531-3	
Obligations de faire faire	Veiller à la mise en application des Principes Généraux de Prévention	L.4531-1	R. 4532-11
	Faire établir le PGCSPS ou le plan général simplifié par le coordonnateur	L.4532-8	R. 4532-42 à R. 4532-54
	Faire ouvrir le registre-journal de la coordination par le coordonnateur		R. 4532-12
	Faire constituer le DIUO par le coordonnateur	L.4532-16	R.4532-95 R. 4532-98

#### D. Obligations du Coordonnateur SPS

	Références du Code du travail	
	L	R
Etre expérimenté et compétent		R. 4532-17 à R. 4532-29 R. 4532-30 R. 4532-37
Ouvrir et compléter le registre-journal de la coordination		R. 4532-38
Appliquer les Principes Généraux de Prévention	L.4531-1	R. 4532-11
Participer aux réunions organisées notamment par le maître d'ouvrage	L.4532-3	R.4532-6 R.4532-8
Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) (opérations de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> catégories)	L.4532-8	R. 4532-12 R. 4532-45 à R. 4532-47
Arrêter les mesures générales de concertation avec le maîtres d'œuvre	L.4532-3	R.4532-8
Harmoniser les PPSPS dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)		R. 4532-48
Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, appareils de levage, accès provisoires		R. 4532-12
Assurer le passage des consignes avec le coordonnateur de réalisation		R. 4532-12
Organiser la coordination entre les différentes entreprises		
Constituer et compléter, éventuellement, le DIUO		
Tenir compte des interférences sur le site Procéder aux visites du chantier avec les entreprises		
Elaborer le projet de règlement CISSCT--: Opération niveau 1		
Présider le CISSCT : Opération niveau 1		R. 4532-15
Faire adopter le règlement du CISSCT : Opération niveau 1		R. 4532-92
Conserver le RJC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage		R. 4532-41
Établir et tenir à jour un plan général simplifié lorsque l'opération comporte des travaux à risques particuliers (opérations de 3 <sup>ème</sup> catégorie) : Opération niveau 3		R. 4532-52 à R. 4532-54





**E. Les principales obligations du Maître d'Œuvre**

	Références du Code du travail	
	L	R
Appliquer les principes généraux de prévention	L.4531-1	
Participer aux travaux du CISSCT : Opération niveau 1	L. 4532-11 à L. 4532-15	R.4532-78 à R.4532-94
Appliquer les règles fixées aux articles L.235-1 (dernier alinéa), L.235-2, L.235-4, L.235-5, L.235-6, L.235-7, L.235-10, L.235-11, L.235-12 et L.235-15, pour les opérations conduites dans les communes ou groupements de communes de moins de 5 000 habitants : Sans Objet pour cette opération	L. 4532-2	
Coopérer avec le coordonnateur pendant la phase de conception et de réalisation en l'associant aux réunions et lui transmettant ses études	L. 4532-5 et L. 4532-6	R. 4532-6 à R. 4532-8 R. 4532-14 à R. 4532-15
Viser les observations du coordonnateur portées au registre-journal de la coordination et lui répondre le cas échéant		R. 4532-40
Arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur SPS		R. 4532-44 à R. 4532-46

**F. Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant**

	Références du Code du travail	
	L	R
Respecter et appliquer les principes généraux de prévention	L. 4121-1 à L. 4121-5 L. 4531-1	
Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM et OPPBTP), au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage	L 4532-9	R.4532-56 à R. 4532-76 R.4532-75 et R.4532-76
Participer et laisser participer les salariés au CISSCT : Opération niveau 1	L.4532-10 L.4532-15	R.4532-77 à R. 4532-94 R.4532-94
Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ou du plan général simplifié Respecter les obligations issues du livre II du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965 etc.)	L.4532-1à L.4532-9 L. 4532-10 à L. 4532-15	4 <sup>ème</sup> partie du code du travail dont : R. 4323-58 à R. 4323-90 R. 4534-1 à R. 4534-156 R. 4535-1 à R. 4535
Viser le registre-journal de la coordination et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur		R. 4532-38

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

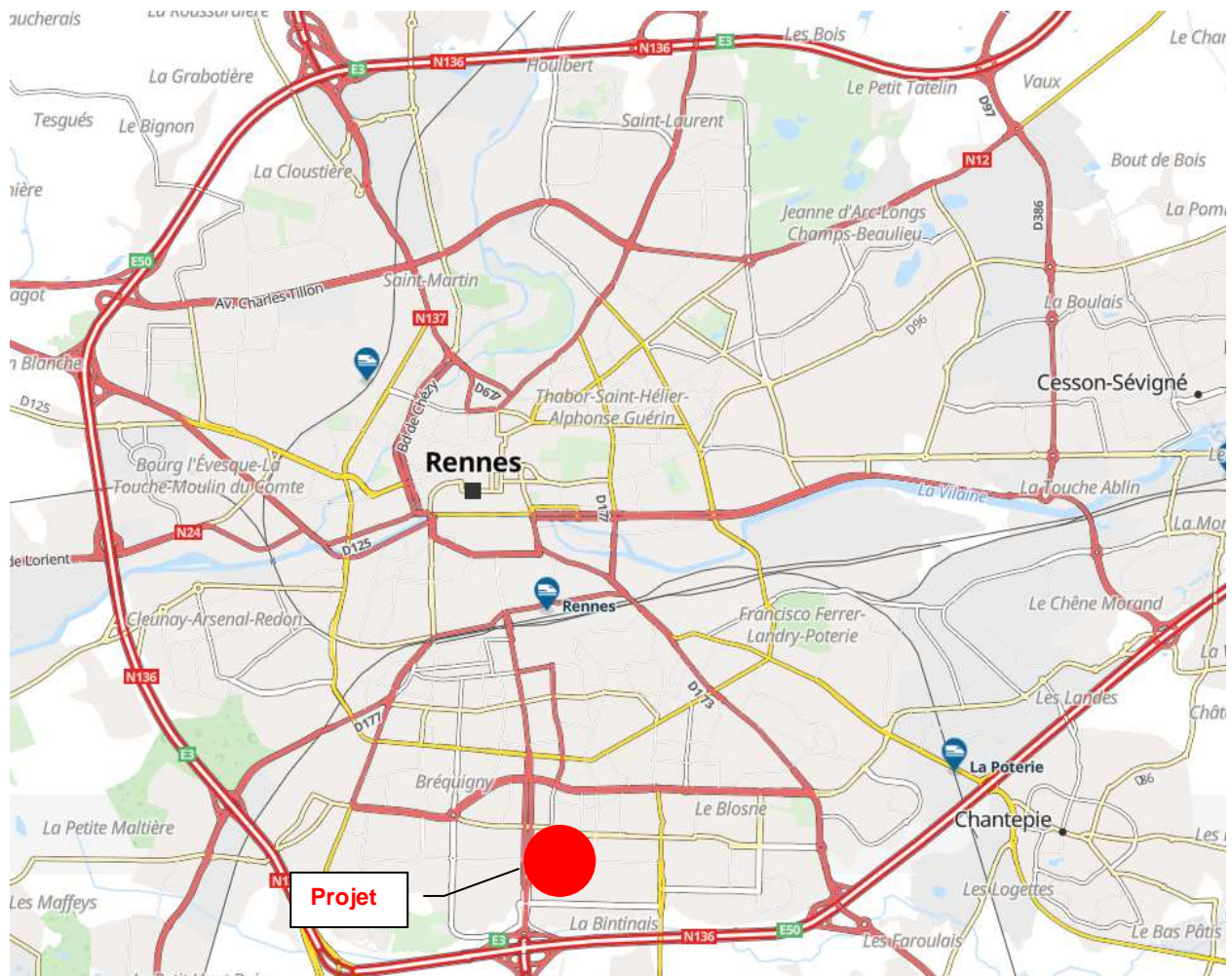
## PRESENTATION DU PROJET

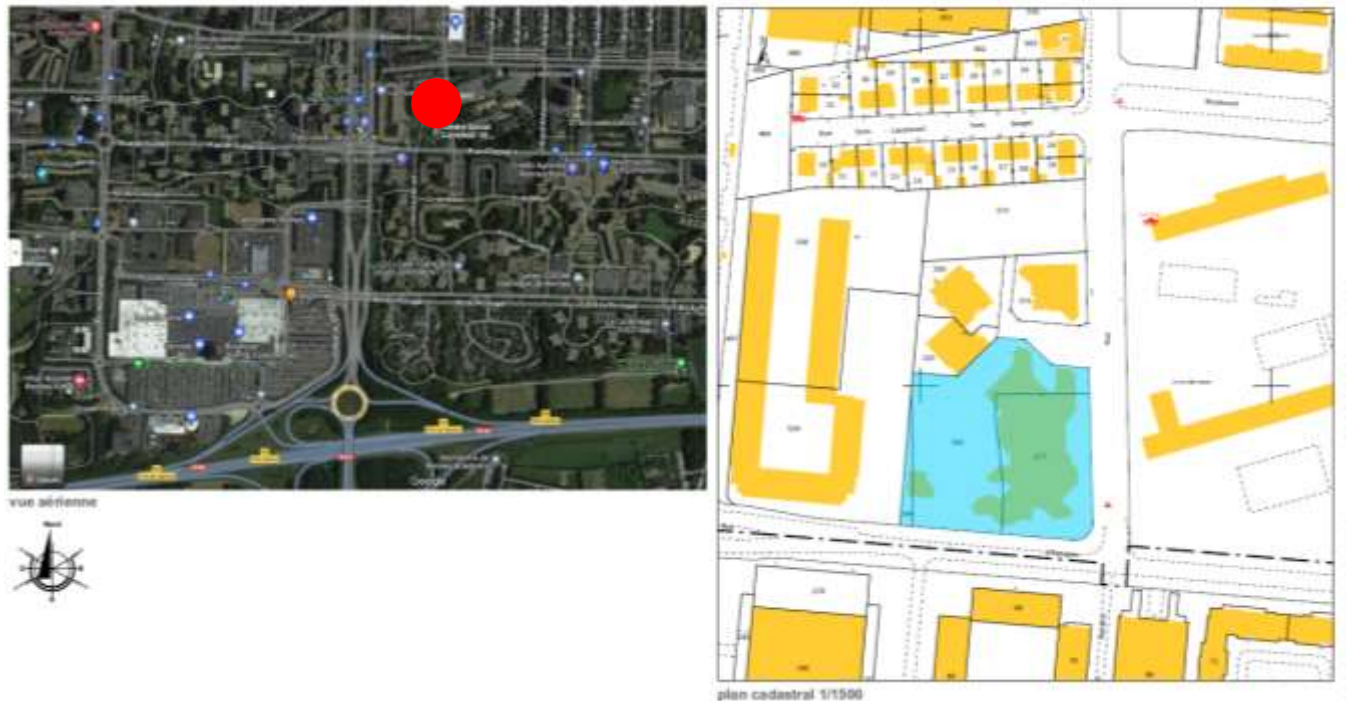
### Description succincte du projet

Le projet concerne la réhabilitation de la halte-garderie du centre social « Carrefour 18 » de Rennes. Le projet de réhabilitation prévoit la reprise des aménagements intérieurs pour permettre la création d'un espace office réchauffage, la redistribution des dortoirs et la création d'une entrée distincte dans la zone existante.

### Situation géographique

Le Bâtiment est situé sur la commune de RENNES (35000) au 49, rue Jules LALLEMEND.





## Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent :

- ✓ En zone urbaine.

Avec de fortes contraintes liées :

- ✓ A l'exploitation du site.
- ✓ Aux circulations aux abords et à l'intérieur du site.
- ✓ Entrée et sortie du site commune avec les exploitants.

Les entreprises tiendront compte des risques liés aux interactions entre les activités de chantiers et exploitations.

La sécurité des cheminements pour les personnes extérieures au chantier est primordiale (véhicules et piétons).

Il s'agira donc pour tous les intervenants de :

- ✓ Réaliser les approvisionnements en toute sécurité avec des véhicules, engins et matériels adaptés ;
- ✓ Prévoir et utiliser des véhicules et engins adaptés en gabarit, charge et en motricité à la configuration des lieux.
- ✓ Prévoir avec les différents concessionnaires ou l'exploitant du site les dispositifs de protections des réseaux aériens et enterrés.

Il sera impératif de :

- ✓ Tenir les zones de chantier closes et indépendantes ;
- ✓ Ne pas exporter en dehors du chantier de la boue, des gravats, déchets divers ou matériels et matériaux ;
- ✓ Respecter les arrêtés préfectoraux et municipaux ;
- ✓ Dans tous les cas, laisser les accès et les voies de circulation libres pour les véhicules de secours.

## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 13 mois avec une période de préparation de 1 mois non comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au 01/09/2025.

	Nom	Durée mois	Trim 3, 2025				Trim 4, 2025				Trim 1, 2026				Trim 2, 2026			
			M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13			
1	DEMOLITION / DESAMANTAGE	30 jours																
2	VRD AMENAGEMENTS EXTERIEURS	20 jours																
3	GROS OEUVRE	30 jours																
4	STRUCTURE BOIS ET METAL	20 jours																
5	COUVERTURE / ETANCHEITE	30 jours																
6	MENUSERIES EXTERIEURES / SERRURERIE	10 jours																
7	MENUSERIES INTERIEURES / AGENCEMENT	20 jours																
8	ISOLATION / CLOISONS / FAUX PLAFOND	30 jours																
9	PEINTURE / REVETEMENTS MURAUX	30 jours																
10	REVETEMENT DE SOL / FAIENCE	20 jours																
11	PLOMBERIE CVC	100 jours																
12	ELECTRICITE CFCFA	100 jours																



**Éléments pour la rédaction de cette version du PGC :**

Le PGC est rédigé au lancement de l'appel d'offres au stade DCE suite :

- À l'examen des pièces du dossier PRO reçu le 17/02/2025.

**INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION****Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Architecte****Coordonnateur SPS**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

**Maître d'ouvrage**

CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES Cours Des Allies 35000 RENNES	M Philippe LE BOUCHER	+33 2 56 01 61 12 +33 2 99 53 97 85 philippe.le-boucher@caf35.caf.fr
---	-----------------------	--

**Architecte associé**

AGENCE MANGANESES 2 place du Maréchal Juin 35000 RENNES	M Stéphanie Melot	06 24 50 25 58 agence.manganeses@gmail.com
---	-------------------	---

**Maître d'œuvre**

ISABELLE HIAULT 54 boulevard Villebois Mareuil 35000 RENNES	Mme HIAULT Isabelle	02.99.50.99.15 02.99.53.31.93 isa.h.archi@wanadoo.fr
---	---------------------	--

**Bureau de contrôle**

ALPES CONTROLES rue du Tram 35520 LA MEZIERE	M. COURDE Vivian	02 30 96 47 05 vcourde@alpes-controles.fr
--	------------------	--

**Coordonnateur SPS**

DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE Immeuble Sémiramis 1 Allée du Communal 35770 VERN SUR SEICHE	Titulaire : C : VALENTIN CAGNE R : RAPHAEL LEPELTIER Suppléant : C : R :	02.99.86.72.11 valentin.cagne@dekra.com
---	---	--

**Organismes institutionnels de la prévention**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

**D.D.E.T.S.**

3 bis avenue Belle Fontaine TSA 71723 35517 CESSON SEVIGNE CEDEX	UC 3-08	02.99.12.58.34 ddets-uc3-08@ille-et-vilaine.gouv.fr
--	---------	--

**CARSAT BRETAGNE**

236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9		02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr
--	--	--

**OPPBTP**

18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	OPPBTP BRETAGNE	02 99 38 29 88 02 99 63 33 45 rennes@oppbtp.fr
---	-----------------	--



## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.





# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

Le chantier est implanté dans un bâtiment en activité situé en zone urbaine. Un périmètre de protections et de sécurité doit être installé afin de rendre le chantier CLOS et INDEPENDANT pendant la durée des travaux. Mettre en place pancarte « chantier interdit au public » sur les clôtures. Une signalisation temporaire travaux sera mis en place afin d'informer le public. Les zones de chantier seront closes et indépendantes du reste des différentes activités voisines (chantiers voisins, voiries, ...).

Attention à ne pas encombrer la voirie lors des opérations de chargement/déchargement et d'évacuation de déchets, dans tous les cas assurer la libre circulation des piétons.

Les accès aux véhicules de secours (pompiers) et véhicules d'entretien devront être maintenus libres d'accès, en toute sécurité, ainsi que les dessertes environnantes et les bâtiments environnants.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de tenir compte des contraintes spécifiques liées à leurs interventions et de ne créer aucun trouble pour le voisinage. Ces contraintes portent entre autre sur :

- la limitation de l'emprise du chantier,
- l'interdiction de sortir des limites du chantier et des voies d'accès,
- le contrôle de la production de poussières au minimum admissible pour la sécurité du chantier et sans troubles pour le voisinage,
- limitation des nuisances sonores,
- évacuation de tous les gravois de quelques natures qu'ils soient,
- interdiction de feu,
- interdiction de rejet (tels que eau de lavage et de nettoyage du matériel, solvants, résidus de bitume et d'asphalte, sanitaires de chantier, etc ...),

### **Par rapport aux circulations des véhicules**

Respect du plan de circulation du site par TOUTES LES ENTREPRISES.

Autorisation de Voirie et Arrêtés de Restriction de Circulation à obtenir au préalable de la part des services gestionnaires des voies concernées : commune de RENNES (à la charge des lots concernés).

Une signalisation routière sera mise en place sur la voirie qui jouxte le chantier, suivant le plan de circulation établi par l'entreprise titulaire du LOT 03: GROS OEUVRE.

Cette signalisation facilitera les manœuvres de sortie et d'entrée sur le chantier (sachant qu'un homme trafic pourra s'avérer nécessaire pour ces phases).

Par conséquent l'entreprise titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE aura obligation, pendant toute la durée des travaux de maintenir en place cette signalétique de chantier en bordure de la voirie d'accès.

### **Par rapport aux piétons**

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public.

Les voies de circulations piétonnes, seront sécurisées : aucun stockage matériels et matériaux.

Les clôtures et séparations de chantier seront mises en place par l'entreprise titulaire du LOT 03: GROS OEUVRE:

- Clôtures en périphérie des emprises du chantier ;
- Portail du même type largeur 5,00m.

Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

Les voies de circulations piétonnes, seront sécurisées :

- Les piétons seront déviés sur le trottoir opposés au côté du chantier si nécessaire : marquage au sol + panneaux annonceurs ;
- Les trottoirs et/ou cheminements seront constamment libres de tout stockage, ...

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE devra aménager des couloirs de marches sécurisés et balisés pour le personnel afin d'organiser de façon efficace la « séparation des flux » entre les personnels salariés et les véhicules et engins de chantier.

Des accès provisoires sécurisés devront être aménagés par le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE pour permettre aux personnels salariés des entreprises d'atteindre sans difficultés les divers plateaux et postes de travail dans des conditions normales de sécurité.

Les escaliers reliant les étages seront posés à l'avancement des travaux.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survols de la flèche et/ou de charges de tous types d'appareils de levage/manutention, fixes ou mobiles, au-dessus d'ouvrages, installations ou d'établissements publics, voies ouvertes à la circulation.



## Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Sous les directives et le contrôle du MOE, **toutes les Entreprises concernées** entreprendront obligatoirement avant intervention, toutes les **démarches réglementaires de D.I.C.T.** auprès des Organismes publics, des Services Concessionnaires **ou leurs équivalents auprès du MO et des autres décideurs privés concernés.**

Elles devront s'enquérir, préalablement à tout lancement de travaux, auprès de ceux-ci des passages de câbles électriques, réseaux d'éclairage, réseaux téléphoniques, réseaux gaz, conduites AEP, collecteurs divers et de toutes autres conduites techniques enterrées ou aériennes et faire matérialiser leurs tracés sur le site des travaux, sous les directives et le contrôle du MOE.

Elles devront, sous les directives et le contrôle du MOE, obtenir impérativement des Services concessionnaires concernés ou leurs équivalents privés, tous les isolements, les coupures ou consignations temporaires et/ou définitives des lignes, circuits et réseaux de toute nature en service qui pourraient s'imposer.

## DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Pour une description détaillée des travaux, se reporter aux pièces écrites du MOE

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### Amiante

- Le Rapport de Repérage des matériaux et produits contenant de l'Amiante avant réalisation de travaux réf : 18-05-004116A en date du 31/05/20218 réalisé par la société DEKRA fait apparaître des matériaux contenant de l'amiante dans la zone de travaux.

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ce repérage n'exclue pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir.

Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers. Lors de la réalisation des travaux, si vos équipes découvrent des matériaux qui a leur connaissance sont susceptibles de contenir de l'amiante qui n'ont pas fait l'objet des diagnostics amiante, elles doivent immédiatement stopper leur intervention, baliser et protéger la zone, et avertir le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils missionnent un diagnostic complémentaire.

### Plomb

- Le Rapport de Repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux réf : PBREPAV-E1323088-2201 en date du 13/12/2022 réalisé par la société DEKRA n'a pas révélé la présence de revêtement contenant du plomb.

Le diagnostic est un outil d'évaluation du risque qui doit permettre aux entreprises de supprimer tout d'exposition des travailleurs par la mise en place de techniques et moyens adaptés au traitement des revêtements contenant du plomb qui ont été identifiés.

La dépose des matériaux contenant du plomb doit être effectuée en tout début d'intervention et sans aucune coactivité. L'entreprise doit être spécialisée et doit respecter le Décret N°88-120 (et la fiche INRS ED 909) qui définit les mesures de prévention pour la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition au plomb.

### Installations aéroréfrigérées

- Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage de présence d'installations aéroréfrigérées sur le site des travaux.

### Diagnostic avant démolition

- Sans objet

## ACCES AU CHANTIER

### Véhicules et personnel

L'accès des salariés au chantier et des livraisons de marchandises se fera par la rue d'Espagne de Chatillon puis par la rue de Chatillon, position des entrées/sorties suivant plan d'installation de chantier.

L'accès au chantier se fera par les voiries du site.

Les zones de circulation internes du chantier seront aménagées par l'entreprise titulaire du LOT 03: GROS OEUVRE.

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués.

Sur le chantier, les voies de circulations piétonnes seront physiquement séparées des voies de circulation des véhicules et engins : un balisage des cheminements piétons sera mis en place et entretenu pendant toute la durée des travaux.

Obligation absolue de maintenir en permanence les accès

- au service de sécurité (gendarmerie, police, sapeurs pompiers, SAMU, ...),

- aux piétons et véhicules, ...

- Ne pas encombrer les accès et voies de circulations. Aucune circulation ne devra être obstruée la nuit.



**Véhicules poids lourds**

- Utilisation de véhicules adaptés en gabarit, en charge (et en motricité) à la configuration des lieux.
- Respect du Code de la Route, vitesse réduite et vigilance aux abords du site.
- Guidage des convois lourds ou volumineux par des personnels habilités si la situation l'exige.
- Véhicules et engins à jour de leur vérification périodique.
- Personnel conduisant ces engins en possession de leur autorisation de conduite

**Points particuliers**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire que sur les emplacements préalablement désignés sur le Plan d'Installation de Chantier.

**Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au chantier se faisant par la rue Arthur Fontaine, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes avec des véhicules lourds.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par le LOT 03: GROS ŒUVRE et chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès.

**Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».



Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

**Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

**Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

**UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

**Infrastructures de chantier**

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

**Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).



La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

## Protections collectives

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet

L'établissement possède les raccordements fluides nécessaires au chantier.

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du LOT 03: GROS ŒUVRE, après avoir pris en compte les informations fournies par le MOE et les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage(s). Ce plan d'installation fera l'objet de « mises à jour » en fonction de l'avancement des travaux, des contraintes techniques, locales ou environnementales qui pourraient le cas échéant se présenter.

Le plan d'installation du chantier ainsi que le plan de circulation et d'accès seront établis de façon précise pendant la phase de préparation : par l'entreprise titulaire du 03: GROS ŒUVRE.

Une concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, & le Coordonnateur SPS, sera impérative pendant cette préparation, afin d'appréhender tout l'environnement du chantier.

Les accès au chantier seront créés et sécurisés dès le démarrage du chantier.

Ce plan d'installation de chantier sera présenté au MOE, MOA et CSPS pour avis.

### Le contenu du Plan d'installation de chantier

1. **Le fond de plan :**
  - a. La représentation du terrain actuel (plan topographique),
  - b. La représentation des ouvrages à construire (plans masse).
2. **Les clôtures :**
  - a. Le type : clôtures grillagées / clôtures en bacs aciers,
  - b. La hauteur,
  - c. Les moyens d'accès au chantier : portails, portillons...
3. **Moyen de levage :**
  - a. Type de grue : Grue mobile, grue à tour...
  - b. Longueur de flèche,
  - c. Hauteur du mat,
  - d. Implantation en X, Y et Z,
  - e. Marque, modèle, type d'embase, type de fût, anémomètre,
  - f. Tableau des capacités de levage en fonction de la distance,
  - g. Courbes des capacités de levage (par pas de 5 mètres généralement),
  - h. Zone de survol,
  - i. Zone d'interférence,
  - j. Accessibilité...
4. **Base Vie :**
  - a. Des réfectoires : 1.25m²/personne,
  - b. Des vestiaires : 1.25m²/personne,
  - c. Des sanitaires : 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 personnes, 1 lavabo pour 10),
  - d. Des bureaux en nombre suffisant,
  - e. Autre module demandé par la Maîtrise d'Œuvre,
5. **Réseaux de chantier : Alimentation Base Vie et Chantier...**
  - a. Eaux usées (EU)
  - b. Eau potable (AEP)
  - c. Electricité (EDF),
  - d. Téléphonie (PTT)...
6. **Flux :**
  - a. Circulations piétonnes :
    - i. Base vie > zone de travail,
    - ii. Base vie > grue,
    - iii. Base vie > lieux de stationnement des véhicules personnels,
    - iv. Zone de travail > centrale à béton,
    - v. Zone de travail > zone de stockage,



- vi. Et l'ensemble des cheminements qui seront empruntés par les personnels...
- b. Circulations des véhicules de chantier dans le respect :
  - i. Du code de la route (accès au chantier),
  - ii. Des gabarits et épures de giration des engins de chantier (25m de diamètre extérieur pour une semi-remorque)
  - iii. De la sécurité des autres véhicules et des piétons présents sur le chantier et dans les circulations voisines...
- 7. Matériaux et matériels :**
  - a. Dispositions générales :
    - i. Type de matériel / matériau,
    - ii. Surface disponible,
    - iii. Mesures prises pour l'environnement : géotextile, surface bétonnée...
  - b. Dispositions chantier gros œuvre :
    - i. Aire de stockage des treillis soudés,
    - ii. Aire de stockage des aciers façonnés,
    - iii. Aire de stockage de coffrages verticaux/horizontaux,
    - iv. Aires de stockage pour les corps d'états incorporateurs,
    - v. La centrale à béton,
    - vi. Les containers à matériel,
    - vii. Toute autre zone s'avérant utile au vue des activités du chantier,
    - viii. Les signalisations.
- 8. Gestion environnementale :**
  - a. Les solutions de traitement des eaux chargées en ciment,
  - b. Les zones de tri des déchets,
  - c. Le nombre et type de bennes,
  - d. Les moyens de stockage et de traitement des polluants,
  - e. Tri des terres végétales,
  - f. Tri des terres de remblai...
- 9. Elévation générales :**
  - a. Dispositions générales :
    - i. Une façade ou coupe du bâtiment à réaliser,
    - ii. La ou les grue(s),
    - iii. La ou les centrale(s) à béton,
    - iv. Les obstacles environnants (arbres, bâtiments, grue d'un chantier voisin) ...
  - b. Les niveaux NGF suivants seront indiqués pour chacune des grues:
    - i. Le point le plus haut des ouvrages à réaliser,
    - ii. Le niveau d'assise,
    - iii. L'altitude du crochet,
    - iv. L'altitude du point le plus haut,
    - v. L'altitude du point le plus haut de chaque obstacle (centrale à béton, arbre, bâtiment...).
- 10. Les coupes : Pour la/les grues.**
  - a. Les niveaux NGF des grues, évoqués précédemment,
  - b. Le niveau du point le plus haut de chaque obstacle survolé par chacune des grues,
  - c. La distance entre le crochet de chaque grue et les obstacles en question (2 mètres de sécurité au minimum en prenant en compte les élingues et la charge),
  - d. La distance entre le crochet de la grue haute et le dessus de la grue basse (2m minimum),
  - e. La distance entre le bout de flèche de la grue basse et le fut de la grue haute (2m minimum),
- 11. Les éléments complémentaires du PIC :**
  - a. Le panneau de chantier (N° permis de construire, noms des maître d'œuvre et d'ouvrage, noms et qualités des entreprises, délais, coûts...).
  - b. Les obstacles naturels (végétation, roche) et industriels (poteaux, regards).
  - c. Les accès et les voies de circulation.
  - d. Le poste de lavage éventuel des camions...
  - e. Le Point de Rassemblement des Secours – PRS.

## Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.



## Travaux préparatoires à l'installation de chantier

Compte tenu de l'importance du chantier et de sa durée l'ensemble des installations de chantier (cantonnements, sanitaires, alimentation électrique de l'ensemble du chantier, eau) sera réalisé en phase préparation des travaux.

L'ensemble des barrières définissant les zones de chantier devra être mis en place avant tout démarrage de travaux.

Toutes les zones de chantier devront être sécurisées et inaccessibles au public.

Il sera impératif de revoir toutes les entrées existantes et de s'assurer de leur fermeture. Il s'agira de rendre le chantier « clos et indépendant »

## Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis d'éventuels projets à venir.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

## Stockage des Terres

Sans objet.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Plateformes empierrées pour : - zones de stockage - zones de cantonnement - zone de circulation pour engins en pieds de façades (largeur 4,00m) Prendre en compte les contraintes de portance des engins éventuels. Entretien des voiries pendant son intervention	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS
Entretien des voiries pendant la durée du chantier après VRD	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Remblais périphériques et remise en état de la bande circulaire en pieds de façades	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS
Clôtures & portail + système de fermeture et signalisation de sécurité	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Réseaux divers existants à protéger	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Réseaux utilitaires (Electricité – Eau – Eaux Usées – Eaux Pluviales) Toutes sujétions à prévoir en fonction des demandes faites auprès des concessionnaires (amenées, protections, ...) Y compris vérification des installations	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Sécurisation des circulations piétonnes Mise en place des balisages et séparatifs des cheminements des piétons par rapport aux zones de stockages et zones de circulation des véhicules sur le chantier	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Portes provisoires pour fermeture des bâtiments avec mise en place d'un barillet de chantier et fourniture de clefs aux entreprises	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE



Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Cantonnements réglementaire durant les travaux de désamiantages.	LOT 01: DESAMIANPAGE - DEMOLITION	LOT 01: DESAMIANPAGE - DEMOLITION
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches (communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur) <b>Prévoir des installations vestiaires et sanitaires indépendantes pour les personnels féminins</b>	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier : - Casques propres à la disposition de la Maîtrise d'ouvrage (5 mini) - Table et chaises permettant l'accueil de 15 personnes simultanément - Poubelles, armoires fermant à clef (2 unités minimum), affichage des plans possible sur les murs.	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
<b>Vestiaires pour tous les corps d'état et pour toute la durée du chantier</b> Equipements : armoires vestiaires, chaises, tables,	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
<b>Réfectoires pour tous les corps d'état et pour toute la durée du chantier</b> Equipements : chaises, tables, <b>extincteur</b> , cuisine, poubelle (se rapprocher des services d'enlèvement des ordures ménagères pour les besoins du chantier) Nota : la salle de réunion sera dédiée uniquement aux réunions de chantier – elle ne servira pas de réfectoire ou de salle pour le chef de chantier.	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Coffrets de distribution électrique de chantier : - Au minimum 1 par étage - En nombre suffisant pour limiter les longueurs de rallonges à 25,00m maxi - A l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA
Installations d'éclairage et de signalisation extérieure aux bâtiments - Allumage et extinction automatiques en fonction des horaires de chantier pour l'intérieur - Détecteur de présence pour l'extérieur (l'éclairage dirigé ne créera pas de gêne) - Ampoules protégées par hublot ou rampes fluo ou cordons leds (pas d'ampoule nue) correctement mises en place de façon à ne pas entraver les circulations	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA
Robinet de puisage	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Consignes d'alerte et directives affichées : « EN CAS D'ACCIDENT »- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Panneau de chantier	LOT 03: GROS OEUVRE	LOT 03: GROS OEUVRE
Evacuation et suivi des déchets amiantés	LOT 01: DESAMIANPAGE - DEMOLITION	LOT 01: DESAMIANPAGE - DEMOLITION
Sapine d'accès en toiture : mise en place, contrôle, entretien et maintien pendant le durée du chantier	LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE	LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE
Pose de filet en sous-face de toiture	LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE	LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE
Bennes à déchets pour un tri sélectif	Chaque entreprises	Chaque entreprises



## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Poste de téléphone de 1<sup>er</sup> secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène pendant toute la durée du chantier : <i>Il est demandé au titulaire de mettre en place un contrat d'entretien avec une entreprise spécialisée pendant la durée du chantier. Une fiche de suivi sera mise en place et affichée dans les locaux.</i>	LOT 03: GROS OEUVRE	Débit du compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	LOT 03: GROS OEUVRE	Débit du compte prorata

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires Services Techniques de RENNES	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages enterrés.
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Lot principal
Autorisation pour travaux sur les voies de circulation	Services techniques de RENNES	Lot concerné
Autorisations administratives diverses	Services techniques de RENNES	Lot concerné



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET

### VERTICALES

#### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit, seul seront autorisés les véhicules de chantier et de société.

#### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le lot Gros Œuvre.

Le cheminement vers les locaux communs sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

#### Circulations des véhicules de chantier et de livraison

Il est rappelé à toutes les entreprises que les règles du code de la route s'applique sur le site. Il s'agira donc de limiter la vitesse, de respecter la signalisation et de donner la priorité aux véhicules de secours et aux ambulances.

Toutes les manœuvres de véhicules lourds devront être accompagnées par du personnel équipé assurant le guidage et la circulation.

Les déchargements de véhicules se feront dans des zones sécurisées et ne gênant pas la circulation. Ces zones de déchargement devront être définies sur le plan d'installation de chantier et seront impérativement respectées.

#### Circulations horizontales et verticales

Les escaliers existants devront être dégagés de tout matériel et matériaux.

L'évacuation des déchets générés par les démolitions sera gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation acceptables.

L'ensemble des trémies créées par la dépose de gaines seront fermées par des platelages fixés mécaniquement.

Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade.



Pour permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel

Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Zones de circulation	Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.	TCE
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier si nécessaire.	LOT 03: GROS OEUVRE
Circulations des piétons	Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux.	LOT 03: GROS OEUVRE
Cantonnement	Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, maintenus propres et libres de tout stockage (matériels ou matériaux).	TCE
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade.	LOT 03: GROS OEUVRE





Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
	- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	LOT 03: GROS OEUVRE
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	LOT 03: GROS OEUVRE
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives (escaliers, terrasses, menuiseries extérieures, ...).	LOT GO puis relais des lots Menuiserie Ext. & Menuiseries Int..
Trémies dans les planchers	L'ensemble des trémies sera fermé par des protections fixées mécaniquement, selon recommandations CARSAT. Privilégier les ouvrages définitifs comme moyens d'accès.	LOT DEMOLITION puis relais du LOT GO
Circulation sur toitures	<p>- La protection collective constituée par un garde-corps rigide (plan de travail sécurisé) est obligatoire dans tous les cas de travaux temporaires pour protéger tout salarié contre le risque de chute de hauteur ;</p> <p>- Le recours à la protection individuelle est réservé au cas exceptionnel, lorsque les dispositifs de protections collectives ne peuvent être mis en œuvre.</p> <p><b>Dans tous les cas :</b>  <b>Pas de circulation possible de personnes sur les toitures dépourvues de sécurités collectives rigides de rives et de dispositifs d'arrimage individuel et/ou sans respecter le port des EPI de travaux en hauteur.</b>  <b>Sans dispositifs réglementaires, le CSPS pourra demander la mise en place d'accès ou dispositifs respectant les prescriptions de la réglementation en vigueur au frais des entreprises défaillantes.</b></p>	LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE
Franchissement de tranchée 	Pour les tranchées dont la largeur est supérieure à 40 cm, l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisées	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS
Traversé de chaussée, passage de route etc... 	L'entreprise aura à sa charge la mise en place de plaques métalliques de résistances appropriées au droit de chaque passage de route et de franchissement de tranchée par des engins.  Pour les entrées piétonnes l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisée munis de garde corps.	LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

### **Vérification des appareils et des accessoires de levage**

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, appareils) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner.
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation).
- Périodiquement vérifiées.

### **Autorisation de conduite**

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

### **Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.







Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

### **Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement**

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

### **Approvisionnement**

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

### **Magasins**

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

### **Le stockage de produits dangereux dans les locaux (ouvert à tous) est interdit.**

Les conditions de stockage (local, température, etc..) des produits avec les éventuelles incompatibilités chimiques sont décrites dans la FDS des produits.

*Recommandations de stockage : « Utiliser en sécurité les produits dangereux – OPPBTP »*

**Stockage et utilisation**

**Conditions de stockage**

- ➔ Stocker dans des locaux ventilés, parfaitement identifiés et fermés à clé.
- ➔ Placer les produits dans des bacs de rétention.
- ➔ Ne pas stocker ensemble des produits incompatibles entre eux.
- ➔ Respecter les consignes de sécurité.





**Précautions d'utilisation**

- ➔ En cas de transvasement, étiqueter le nouveau récipient.
- ➔ Refermer le récipient après usage.




- Pas de transvasement dans un flacon alimentaire.
- Pas de mélanges NON prescrits car certains produits sont incompatibles.


## CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les fenêtres est strictement interdit.

### Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants</p> 	<p>L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.</p> <p>Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.</p>	<p>LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS</p>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Bennes à déchets</p> 	<p>Chaque entreprises mettra à disposition des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment, ...)</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette, ...)</li> </ul> <p>Benne pour les déchets ménagers</p>	Tout corps d'état
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Tout corps d'état
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages.	Tout corps d'état
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinces souillées, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les



ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux.

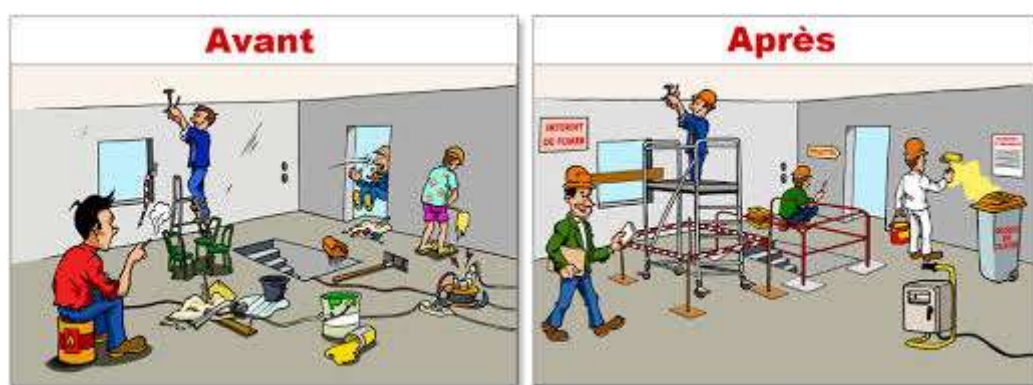
Pour les réservations, l'entrepreneur du lot Gros Œuvre devra mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	Lot Gros Œuvre
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Tout corps d'état



#### Sécurités collectives spécifiques sur les postes de travail :

Les titulaires des lots spécifiques devront la mise en place, l'entretien (et la dépose) des protections collectives provisoires qui les concernent sur leurs propres postes de travail et devront les moyens d'accès réglementaires qui en dépendent.

Il peut s'agir par exemple : de sécurités collectives rigides de rives conformes aux dispositions du Code du travail, de garde-corps, de filets de sécurité de rives ou de sous faces, d'auvents de protection, de moyens d'accès sécurisés de type sapine ou autres, d'échafaudages de pieds à installer en périphérie des bâtiments concernés, etc.

#### Mise en sécurité des fouilles en tranchées et des talus :

Si le cas se présente, les titulaires des lots concernés devront impérativement, sous le contrôle et les directives du MOE, prévoir le talutage et le maintien des parois et talus estimés instables au moyen d'un dispositif approprié, réglementaire et fiable (exemple : confortements, géotextile, autres, ...) et le blindage systématique des fouilles en tranchées, suivant les directives du Code du travail pour assurer une sécurité fiable pour les salariés.

Les titulaires de ces lots devront la mise en place de protections collectives contre la chute des personnes et objets et contre tout enfouissement ou enlèvement de personnes, ceci jusqu'à l'installation d'une protection définitive ou jusqu'à disparition totale du risque.

De façon générale, les titulaires des lots concernés par le travail en fouilles en tranchées devront au maximum mécaniser leurs interventions.



Les interventions manuelles en fouilles devront impérativement être réduites au strict minimum admissible et ne pourront être envisagées qu'à condition que les mesures prises pour assurer le blindage des fouilles en tranchées soient parfaitement conformes en tous points aux directives du Code du travail.

Si nécessaire, il sera installé par les lots concernés, des passerelles de marche pour le franchissement des fouilles ouvertes par les salariés du chantier et/ou des passerelles de circulation présentant toutes garanties de portance et de stabilité pour la circulation des véhicules et des engins de chantier.

La circulation d'engins et de véhicules de chantier ainsi que tous stockages de matériel et de matériaux sont strictement interdits aux abords des fouilles en tranchées et des talus.

#### Neutralisation et balisage des zones actives de chantier :

Toute entreprise intervenant au sol ou en élévation devra obligatoirement neutraliser, baliser et contrôler sa zone active de travail.

Le balisage au sol devra interdire tout accès ou approche de personnes à l'intérieur du cône de chute d'objets.

Il sera constitué suivant les cas de figures, la nature du risque et la durée d'intervention au moyen de panneaux grillagés sur plots béton, de barrières métalliques bicolores, de mailles plastiques oranges, de rubalises, etc.).

Ces divers dispositifs de neutralisation et de balisage seront décrits dans les PPSPS des Entreprises concernées.

#### Protection des baies libres et des rives d'ouvrages :

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE installera tous les garde-corps rigides qui s'imposent en retrait des baies libres, en plans et en élévation et/ou des rives des planchers et d'ouvrages en général, de façon à ne pas obliger les entreprises des corps d'états secondaires à les enlever lors de leurs interventions respectives.

#### Protection en toiture :

Les protections en toiture (Accès, périphérie et trémies) seront à la charge du LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE et seront maintenues jusqu'à la fin des interventions en toiture (leur entretien est à la charge du lot Couverture).

#### Pour les trémies dans les planchers en dalle béton :

Ces trémies seront obligatoirement protégées au moyen de garde-corps rigides réglementaires et pourvues si la situation l'exige d'un platelage fixé directement sur la structure de l'ouvrage.

Les titulaires des LOT 03: GROS ŒUVRE et autres concernés préciseront obligatoirement dans leurs PPSPS respectifs tout autre moyen de protection envisagé pour sécuriser les trémies et baies libres de toute nature.

#### Aciers vifs en attentes :

Le titulaire du LOT 03: GROS ŒUVRE devra impérativement replier, crosser ou protéger par des cabochons ou goulottes PVC appropriés tous les aciers verticaux en attentes sur les ouvrages et/ou stockés sur le parc d'aciers pour ne pas constituer un danger vis-à-vis des salariés du chantier.


Une demande de crossage d'aciers devra être faite en entente entre le MOE et le LOT 03: GROS ŒUVRE auprès du BET structures pour que ces dispositions de sécurité apparaissent clairement sur les plans de ferrailage.

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état
Travaux réalisés à partir d'une plate-forme élévatrice mobile du personnel (PEMP) dont les caractéristiques seront adaptées au site et aux travaux à réaliser	L'utilisation commune par différents lots fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS	Lots concernés



Organisation concernée	Mesure de Coordination		Lot concerné
Mise en place de tours d'accès provisoires à la toiture terrasse.	Tours escaliers extérieures en structure métallique permettant l'approvisionnement des matériaux.		LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE

## TRAVAUX DE TERRASSEMENT / VRD

Organisation concernée	Mesure de Coordination				Lot concerné																																																																
Talutage	<table><tr><th rowspan="2">Nature du terrain (sec)</th><th colspan="2">Angle de talus de la fouille</th><th colspan="2">Angle de talus des remblais</th></tr><tr><th>d°</th><th>t / d (fig. 2)</th><th>d°</th><th>t / d (fig. 2)</th></tr><tr><td>Rocher compact</td><td>80°</td><td>1/5</td><td>45°</td><td>1/1</td></tr><tr><td>Rocher fissuré</td><td>55°</td><td>2/3</td><td>45°</td><td>1/1</td></tr><tr><td>Débris rocheux</td><td>45°</td><td>1/1</td><td>45°</td><td>1/1</td></tr><tr><td>Terres et pierres</td><td>45°</td><td>1/1</td><td>35°</td><td>3/2</td></tr><tr><td>Terre argileuse</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>– terrain médiocre</td><td>45°</td><td>1/1</td><td>40°</td><td>5/4</td></tr><tr><td>– bon terrain</td><td>20°</td><td>3/1</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Gravier et sable</td><td>35°</td><td>3/2</td><td>35°</td><td>3/2</td></tr><tr><td>Sable fin</td><td>30°</td><td>2/1</td><td>30°</td><td>2/1</td></tr><tr><td>Limon</td><td>35°</td><td>3/2</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Limon argileux</td><td>30°</td><td>2/1</td><td></td><td></td></tr></table>				Nature du terrain (sec)	Angle de talus de la fouille		Angle de talus des remblais		d°	t / d (fig. 2)	d°	t / d (fig. 2)	Rocher compact	80°	1/5	45°	1/1	Rocher fissuré	55°	2/3	45°	1/1	Débris rocheux	45°	1/1	45°	1/1	Terres et pierres	45°	1/1	35°	3/2	Terre argileuse					– terrain médiocre	45°	1/1	40°	5/4	– bon terrain	20°	3/1			Gravier et sable	35°	3/2	35°	3/2	Sable fin	30°	2/1	30°	2/1	Limon	35°	3/2			Limon argileux	30°	2/1			Chaque entreprise
Nature du terrain (sec)	Angle de talus de la fouille		Angle de talus des remblais																																																																		
	d°	t / d (fig. 2)	d°	t / d (fig. 2)																																																																	
Rocher compact	80°	1/5	45°	1/1																																																																	
Rocher fissuré	55°	2/3	45°	1/1																																																																	
Débris rocheux	45°	1/1	45°	1/1																																																																	
Terres et pierres	45°	1/1	35°	3/2																																																																	
Terre argileuse																																																																					
– terrain médiocre	45°	1/1	40°	5/4																																																																	
– bon terrain	20°	3/1																																																																			
Gravier et sable	35°	3/2	35°	3/2																																																																	
Sable fin	30°	2/1	30°	2/1																																																																	
Limon	35°	3/2																																																																			
Limon argileux	30°	2/1																																																																			
Accès en fond de fouille	L'entreprise devra mettre en place de moyen d'accès sécurisé en fond de fouille : L'Article R4534-35 précise que les moyens à mettre en œuvre doivent permettre une évacuation rapide des travailleurs.				Chaque entreprise																																																																
Travaux de pose de canalisations, pose de fourreau, terrassement divers etc....  Travaux de terrassement manuel ou mécanique	<p>Une protection en tête de talus de type rigide sera mise en place afin de prévenir du risque de chute.</p> <p>Les travaux de terrassement à ciel ouvert seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 22 à 39 du code du travail.</p> <p>Pour les tranchées dont la largeur est supérieure à 40 cm, l'entreprise devra mettre en place des passerelles sécurisées</p> <p>Les fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur seront blindées à l'avancement des travaux.</p> <p>Les traversées de tranchées seront aménagées à l'aide de passerelles appropriées.</p> <p>Le remblaiement des fouilles se fera à l'avancement des travaux</p> <p>La sécurité périphérique autour des fosses et tranchées devront être assurées par un garde-corps de type « rigide ».</p>				LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS																																																																

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	 <p><b>Blindage des tranchées et des fouilles :</b></p> <p>Les tranchées et fouilles dont la largeur sera inférieure au 2/3 de la profondeur et celles dont la profondeur sera égale ou supérieure à 1,30 mètre seront systématiquement blindées et rehaussé d'un mètre.</p> <p>Le choix de la méthode de blindage et du matériel employé dépend de la nature et de la densité du sol.</p> <p>Le blindage doit répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir être mis en place et déposé sans exposer les opérateurs aux risques d'éboulement.</li> <li>• Etre suffisamment résistant pour s'opposer sans déformation ou risque de rupture, à la pression exercée par le terrain sur les parois.</li> <li>• Etre conçu de façon à constituer un ensemble ne risquant pas de se disloquer sous l'effet d'une poussée oblique par rapport aux parois de fouilles.</li> <li>• Dépasser du sol d'une hauteur d'au moins 20 cm.</li> <li>• Etre équipé de protections anti-chute type garde-corps sur chaque face.</li> </ul> <p>N.B. : si le blindage dépasse du sol de 1,00 mètre, la protection sera assurée de fait.</p> <p>En cas de stockage de matériaux en bordure de tranchée, laisser une partie horizontale libre d'au moins 40 cm entre le bord de fouille et le pied de talus.</p> <p>De manière générale la protection qui sera mise en place devra permettre la pose des citernes de carburant et la pose des conduites et canalisations.</p> <p>En fonction de la nature des travaux à réaliser, l'entrepreneur définira le mode d'étalement des fouilles adéquat.</p> <p>Pour le choix du matériel, il est recommandé d'obtenir des fabricants de blindage les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dimension et poids des différents éléments ;</li> <li>- Résistance à la poussée des terres ;</li> <li>- Mode d'emploi ;</li> <li>- Limites d'utilisation du matériel.</li> </ul> <p>Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à</p>	

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	proximité de la fouille.  En outre, l'entrepreneur déterminera le nombre de blindages nécessaires en fonction du chantier et s'assurera que les conditions de transport et de mise en place de ceux-ci sont compatibles avec les engins de transport et de manutention envisagés pour la réalisation du chantier.	
Interventions sur regard de visite	Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide : <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage,</li> <li>- D'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci</li> </ul> Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.	Chaque entreprise
Engins de guerre	Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements, ...) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte. Si tel était le cas, le chantier sera arrêté et la sécurité civile sera informée immédiatement.	Chaque entreprise


## **TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE / MANUTENTION LOURDES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
<p>Approvisionnement, dépose et repose d'ouvrages lourds ou volumineux/ Risques liés à l'utilisation de l'appareil de levage : renversement ou retombée de charge, heurts, écrasement, Collision, dérapage, renversement des engins, chute de charge, écrasement des personnes, défaillance des moyens de manutention etc ...</p> <div style="display: flex; flex-wrap: wrap;">     </div>	<p>La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, pour l'utilisation de la grue mobile est applicable en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;</li> <li>- Les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).</li> </ul> <p>Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.</p> <p>Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques.</p> <p>Préalablement à l'intervention, l'entreprise devra informer le Maître d'Ouvrage de la date et de la durée de l'opération de levage.</p> <p>Un plan de levage devra être établi par l'entreprise concernée avant toute intervention, ce plan devra indiquer : l'emplacement de l'engin de levage par rapport au plan Masse du site, le poids de la charge à gruter, le lieu de destination de l'équipement à gruter etc... (liste non exhaustive).</p> <p>Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.</p> <p>Des plaques de répartitions seront à mettre en place sous les patins de l'engin de levage</p> <p>Pour l'opération de chargement ou de déchargement les recettes seront aménagées conformément à l'article R.</p>	Toutes les entreprises




Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>4534-21 du code du travail.</p> <p>L'opération de levage sera réalisée sous la vigilance d'un chef de manœuvre et à l'aide de radio.</p> <p>Utilisation d'engins de manutention conforme et à jour des vérifications périodiques (transpalette, tire palette chariots, vérins, rouleau de manutention, élingues etc....</p> <p>Mise en place de platelage au sol de résistance suffisante permettant l'acheminement des charges jusqu'à la zone de levage et ou manutention</p> <p>Interdiction de stationner et circuler sous la charge.</p> <p>Port des EPI adaptés, personnel formé</p>	

### **TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TBT ET TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES ELECTRIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
 <p>Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux (</p> <p>Installation des bases vie</p> <p>Pose et fixation des câbles</p> <p>Travaux au voisinage d'armoire sous Tension</p> <p>Contrôle, tests des équipements, mise sous tension.</p> <p>Consignation et déconsignation électrique BT et HT</p> <p>Risque d'électrisation, Electrisation – Electrocuton</p> <p>Brûlures, court-circuit, flash</p> <p>Coupure, pincement</p> <p>Débranchement d'un fil Contacts direct - Electrocuton</p>	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.</p> <p>Les travaux de câblages et ou raccordement de réseaux électriques devra être réalisée par du personnel électricien habilité.</p> <p>Vérification obligatoire d'absence de tension de tous les départs.</p> <p>Lors de la consignation le port des gants isolant BT, tapis, casque de sécurité avec écran facial ou casque IDRA sont obligatoire.</p> <p>Port de chaussures de sécurité et vêtement de travail manches tombées obligatoire.</p> <p>Balises de la zone de travail par panneaux ou banderoles.</p> <p>Mise en place écran nappage pour supprimer les zones de voisinage (contact direct).</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p> <p>Port des lunettes UV, gants BT, tapis isolant, chaussures de sécurité. Le personnel doit être habilité UTE C18510.</p> <p>Pour intervenir dans les armoires, port obligatoire de gants isolants BT, casque de sécurité avec écran facial ou casque IDRA., casque de sécurité, tapis isolant ou tabouret.</p> <p>Les relevés s'effectuent en équipes de 2 personnes.</p>	Chaque entreprise

## PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Surdité professionnelle</p> 	<p>Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Terrassement, utilisation de machine-outil ;</li> </ul> <p>Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques.</p> <p><b>L'entreprise qui exécute ces travaux dit « bruyants » mettra à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires.</b></p> <p>Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.</p>	<p>Toutes les entreprises</p>
<p>Prévention par vaccination du personnel</p>	<p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'état.</p>	<p>Toutes les entreprises</p>

## TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Retrait d'amiante</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifier et son personnel formé.</p> <p>L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.</p> <p>Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail pour validation, 1 mois avant démarrage des travaux.</p> <p>L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.</p>	<p>LOT 01: DESAMANTAGE - DEMOLITION</p>
<p>Etablissement d'un plan de retrait</p>	<p>L'entreprise établit un plan de retrait en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.</li> </ul>	<p>LOT 01: DESAMANTAGE - DEMOLITION</p>
<p>Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage</p>	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b></li> </ul>	<p>LOT 01: DESAMANTAGE - DEMOLITION</p>

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>Mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> <p>– Avant démantèlement de l'isolement,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1<sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Maître d'Ouvrage

## **TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .</p> <p>Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)</p>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION
Etablissement d'un mode opératoire	<p>L'entreprise établit un mode en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La nature de l'intervention ;</li> <li>Les matériaux concernés ;</li> <li>Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> </ul>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	<p>Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.</p> <p><b>Contrôle initial :</b> Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> <p>Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.</p> <p><b>Contrôle Ultérieurs :</b> Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie</p> <p><b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b> Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.</p>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m3 sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</li> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur. Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art. R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b> Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b> Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les</p>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b></p> <p>La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires</p> <p>Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b></p> <p>Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b></p> <p>Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.</p> <p>En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p> <p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	LOT 01: DESAMIANTAGE - DEMOLITION
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi-journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p>	LOT 01: DESAMIANTAGE -



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	DEMOLITION

## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

L'entrepreneur du LOT 03: GROS ŒUVRE assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés:

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière)
- l'installation d'éclairage des circulations et des cages d'escalier.


Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassable</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection</li> </ul>	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cheminements et circulations extérieurs</li> <li>- les escaliers et circulations intérieures</li> </ul>	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tout corps d'état





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA

## **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés 	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot Go préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot Gros Œuvre
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	



# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à l'intérieur d'une usine en activité et fréquentée nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Le personnel aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

A ce jour, aucune contrainte horaire imposée par le chef d'établissement. Ces contraintes horaires pourraient varier en fonction des besoins de l'établissement.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

A ce jour, aucune contrainte horaire imposée par le chef d'établissement. Ces contraintes horaires pourraient varier en fonction des besoins de l'établissement. Les livraisons devront tout de même se faire durant les heures de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

### **Accès et circulation sur le site**

Toutes les entreprises, livreurs et sous-traitants seront connus de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, et du Coordonnateur SPS.

Les personnels devront porter badges ou vêtements portant le nom de l'entreprise de façon à pouvoir identifier les personnes présentes dans l'emprise chantier.

Les véhicules respecteront le plan de circulation du site ainsi que les places de stationnement mises à disposition pour le chantier.

La vitesse est limitée à l'intérieur du site « ROULEZ AU PAS ».

Les ambulances et véhicules de secours restent prioritaires dans l'établissement.

## SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Permis feu Etablissement**

**Afin de signer le permis de feu, s'assurer que toutes les mesures de sécurité ont bien été prises.**

**Le permis feu n'est pas une « couverture » mais un document qui atteste que le travail de contrôle a bien été fait et, de ce fait, l'absence du chargé de sécurité incendie, que ce soit au titre du travail ou au titre de la protection des biens et des personnes, pourrait constituer en soit la preuve de la faute de cette personne. En aucun cas, un accord verbal de votre client ou de son représentant "sécurité" ne peut suffire.**

Noter que le permis de feu est obligatoire, entre autres, en vertu de :

L'arrêté du 19 mars 1993 pris en application de l'article R 4512-7 du Code du travail pour les travaux de soudage oxyacétylénique effectués par une entreprise extérieure et pour toutes opérations de soudage, de meulage, de découpage par chalumeau, arc électrique ou comportant l'usage d'une flamme qui n'est pas effectuée dans un poste permanent de travail pour les entrepôts couverts (art. 2 de l'arrêté du 5 août 2002) dans la plupart des contrats des assureurs.



Le permis de feu doit être établi pour chaque travail générant des points chauds (soudage, coupage, meulage, etc.) exécuté par le personnel de l'entreprise ou par une entreprise extérieure. Il permet l'analyse des risques liés à l'opération et la prévention des dangers d'incendie ou d'explosion. Le coupage et le meulage à l'aide de disqueuses, de meuleuses, tronçonneuse à métaux et toutes les machines qui par abrasion génèrent des étincelles;. Le permis de feu fait partie des exigences de base des assureurs et est obligatoire dans certains cas prévus par la réglementation (par exemple, par le Code du travail pour les travaux de soudage oxyacétylénique).

### **Evacuation des personnes en cas incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P en activité, le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers et la circulation des personnes.

### **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

## **NETTOYAGE DU CHANTIER**

### **Règles générales de nettoyage du chantier**

- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

### **Obligations des entreprises**



Chaque entreprise devra l'enlèvement quotidien des déchets et des matériaux non utilisés provenant de l'exécution de ses ouvrages. Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. L'entrepreneur qui lui succède exigera cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux. Dans le cas contraire en cas de nettoyage général, il participera à tous les frais occasionnés.

Chaque corps d'état doit intervenir dans une zone du chantier dont le nettoyage a été assuré par l'entreprise qui l'y a précédée.

Au cas où il serait constaté, avant intervention d'un corps d'état que le nettoyage n'a pas été exécuté convenablement et si des entreprises ne se conformaient pas à ces règles l'entreprise principale devra, sans avertissement préalable, et sur simple demande du coordonnateur ou du MOE, nettoyer les ouvrages en question ou faire appel à une entreprise spécialisée ; avec imputation directe des dépenses, au corps d'état défaillant ou au compte des dépenses communes des entreprises intervenantes au moment des faits si les fautifs ne sont pas identifiés.

Elle devra pouvoir à tout moment indiquer la destination de ses déchets par des certificats de destruction ou de dépose dans des déchetteries. Un soin tout particulier sera apporté au nettoyage des circulations horizontales. Aucun déchet de chantier ne devra encombrer une circulation ou gêner l'accès à un poste de travail.

### **L'évacuation des déchets**

Les bidons, cartons, film plastique, gaine électrique, déchets toxiques ou à base d'hydrocarbure et tout autre emballage seront évacués au fur et à mesure par leurs utilisateurs et supprimés comme la réglementation l'impose.

L'enfouissement des déchets et le déversement dans les égouts de tout produit, sont interdits

Les fiches de données de sécurité des produits seront exigées en cas de mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses.

### **Nettoyage des voies du domaine public et des voies à l'intérieur du site**

Les salissures des voies par les engins et camions de l'opération, doivent être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même. Ces dispositions seront adaptées selon l'origine des salissures.

### **Nettoyages des roues de camions**

A chaque sortie de chantier, il sera prévu un dispositif pour le décroûtage des roues de camions et engins. Ce dispositif devra être conçu de manière telle que toutes les boues, les mottes de terre soient extraites de l'entraxe des pneus ou de leurs dessins.

Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS

### **Chutes de matériaux des bennes**

A l'occasion de toute sortie de chantier d'un véhicule, toutes dispositions devront être prises pour éviter toutes chutes de déblais ou matériaux quels qu'ils soient. L'entrepreneur notera par ailleurs que le polystyrène expansé doit être évacué immédiatement comme déchet.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs



L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### Engins de chantier



- Les engins de chantier doivent être en parfait état et sans fuite d'huile au moteur ou sur le système hydraulique.
- En cas de fuite accidentelle, l'engin devra être arrêté immédiatement (mettre un bac de rétention si la fuite est importante).
- L'engin devra être réparé avant sa remise en service.
- Tenir dans les engins de chantier du produit absorbant. En répandre en cas de fuite.

### Stockage des hydrocarbures

- Le stockage des hydrocarbures doit se faire dans le respect de la réglementation et de l'environnement.
- Les citernes ou fûts seront à double enveloppe ou stockés sur des bacs étanches de rétention.
- Toute pollution accidentelle doit être signalée sans délai aux services compétents et au Maître d'œuvre.
- Sur les engins, l'entreprise doit prévoir les moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS



L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :



**Appeler : POMPIERS: tél. 18 ou SAMU: tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, «**réhabilitation du Centre Social CARREFOUR 18– rue d'Espagne à RENNES** » N° DE TEL.
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS (envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours)
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, FAITES REPETER LE MESSAGE

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.



L'entreprise devra communiquer à ses salariés les procédures et les moyens d'évacuation d'un blessé en conformité avec les dispositions du P.G.C. et les moyens collectifs mis en œuvre par l'entreprise principale.

De plus toutes les entreprises devront disposer sur le chantier d'une trousse de secours réglementaire pour les blessures légères.

Le code du travail prévoit que les lieux de travail doivent être équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible (article R. 232-1-6).

La constitution d'une trousse de secours est à évaluer par le chef d'entreprise, conseillé en la matière par la médecine du travail



## SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)



Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés. Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS simplifié), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

### **La Prévention des Incendies**

#### ***Obligation des entreprises***





**Un extincteur sera toujours installé à proximité immédiate des postes de travail utilisant une source de chaleur.**

L'entreprise indiquera un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité (absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi de chauffage ou de chalumeau...etc).

De plus, toutes les entreprises auront sur le chantier des extincteurs à mousses efficaces contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés, et des extincteurs sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique utilisés.

#### ***Typologie des extincteurs***

(Privilégier des extincteurs de type ABC)

 <b>Type A</b> Feux de matériaux solides ou braisant (bois, papier, tissus, carton, Plastique...)	 <b>Type C</b> Feux de gaz (gaz de ville, butane, propane...)
 <b>Type B</b> Feux de liquides et de solides liquéfiables (essence, alcool, bitume, goudron, huiles, solvants...)	<b>Type D</b> Feux de métaux (magnésium, aluminium...)
 <b>Type F</b> Feux liés aux auxiliaires de cuisson (huiles de cuisine, graisses alimentaires)	





# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b><u>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</u></b></p> <p><b><u>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</u></b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul> <p><b>Un PPSPS projet est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPA BRETAGNE Immeuble Sémiramis 1 Allée du Communal 35770 VERN SUR SEICHE</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CSE ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.  Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-13
Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.	Maître d'Œuvre	

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	<p>Coordonnateur SPS</p>	<p>Articles R. 4532-47 et 48</p>

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003</p>	<p>Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage</p>	<p>Article R. 4532-60</p>



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
(travaux comportant des risques particuliers).		

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## **LIMITES DE MISSION DU COORDONNATEUR SPS**

La mission du coordonnateur SPS est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des équipements et ouvrages achevés.



La mission du coordonnateur SPS ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux. Il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol.

Les vérifications réglementaires et l'ensemble des examens d'adéquation auxquels peuvent être assujettis certains équipements, appareils ou installations sur le chantier (appareils de levage, installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier...) ne relèvent pas des prestations du coordonnateur SPS, tout comme la vérification des habilitations-autorisations-qualifications du personnel.

La coordination réalisée dans le cadre d'un plan de prévention pour les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure n'incombe pas au coordonnateur SPS.

Les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux, et plus particulièrement en matière de protection incendie et de protection du public, ne sont pas incluses dans la mission du coordonnateur SPS.

Le contrôle des cartes d'identification professionnelle des travailleurs du chantier n'est pas du ressort du coordonnateur SPS.



## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.





## **Annexe(s)**

- 1. Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage**
- 2. Fiche OPPBTP « En cas d'accident »**
- 3. Documents et procédures nécessaires à l'établissement en fin de travaux du Dossier d'Intervention Ultérieures sur l'Ouvrage**
- 4. Installations obligatoires sur les chantiers du BTP**
- 5. Demande de rendez-vous pour l'Inspection Commune**
- 6. Rapport Amiante Avant Travaux**
- 7. Rapport Plomb Avant Travaux**



**ANNEXE 1**

**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES  
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 01: DESAMIANPAGE - DEMOLITION</b>	T			
<b>LOT 02: VOIRIE - RESEAUX DIVERS - AMENAGEMENTS EXTERIEURS</b>	T			
<b>LOT 03: GROS OEUVRE</b>	T			
<b>LOT 04: CHARPENTE BOIS - METAL</b>	T			
<b>LOT 05: COUVERTURE / ETANCHEITE</b>	T			
<b>LOT 06: MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE</b>	T			
<b>LOT 07: MENUISERIES INTERIEURES - AGENCEMENT</b>	T			
<b>LOT 08: ISOLATION - CLOISONS - PLAFONDS</b>	T			
<b>LOT 09: PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX</b>	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 10: REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE</b>	T			
<b>LOT 11: PLOMBERIE - SANITAIRES - CHAUFFAGE - VENTILATION</b>	T			
<b>LOT 12: ELECTRICITE - CFO/CFA</b>	T			



## ANNEXE 2

### Fiche OPPBTP « En cas d'accident »



**En cas d'accident**

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

<b>18</b>	<b>112</b>	<b>15</b>
<b>Pompiers</b>	<b>Centre d'appels secours</b>	<b>Samu</b>

**et dites...**

**1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... Rue .....  
En face de .....  
Téléphone    □□   □□   □□   □□   □□

**2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.  
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

**3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

**4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

**5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

**6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



### ANNEXE 3

#### **Documents et procédures nécessaires à l'établissement en fin de travaux du Dossier d'Intervention Ulérieures sur l'Ouvrage**

Toutes les Entreprises devront transmettre au Coordonnateur SPS par l'intermédiaire et sous le contrôle du Maître d'œuvre, sous bordereau les **plans et notes techniques** des matériaux et matériels installés (sommaire des DOE). Cela concerne tous les plans et notices techniques qui soient de nature à identifier et faciliter l'intervention ultérieure sur les ouvrages construits et le matériel installé.

Les documents de DOE devront être diffusés au Coordonnateur sous bordereaux en 1 exemplaire avant la réception des travaux pour insertion au DIUO final. **Ces documents sont à transmettre si possible en format informatique (PDF ou Word) et au plus tard avant réception des travaux.**



**ANNEXE 4****Installations obligatoires sur les chantiers du BTP**

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- inflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul> </p>
	Lavabos	Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	Lavabos (article R4228-7 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul> </p>
1 <sup>er</sup> Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).





## ANNEXE 5

### Demande de rendez-vous pour l'Inspection Commune

Entreprise titulaire : \_\_\_\_\_

Entreprise sous-traitante : \_\_\_\_\_ pour le compte de : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Interlocuteur : \_\_\_\_\_

Tél / Fax : \_\_\_\_\_

Lot ou nature des travaux réalisés \_\_\_\_\_

Date prévisionnelle de début de travaux : \_\_\_\_\_

*N.B. : Le présent formulaire doit être transmis au coordonnateur SPS 15 jours avant la date prévue d'intervention sur le chantier. Présence de l'entreprise titulaire obligatoire à l'inspection commune de son sous-traitant.*

Signature du demandeur : \_\_\_\_\_

**A retourner à :**

**RAPHAEL LEPELTIER**

**DEKRA Industrial**

ZA de la Hallerais

Allée du Communal

35770 VERN SUR SEICHE

Tel 02.99.86.72.00 - Port 06.12.79.26.86 – Mail : raphael.lepeltier@dekra.com

**Coupon réponse :**

RENNES, le \_\_\_\_\_

Rendez-vous pris d'un commun accord, le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures.

**RAPHAEL LEPELTIER**

Coordonnateur SPS titulaire en phase réalisation



## ANNEXE 6

## Rapport Amiante Avant Travaux



CS70413 ZIL Rue de la Maison  
Neuve  
44819 ST HERBLAIN CEDEX  
Tel : 02.28.03.29.21  
Fax : 02 40 46 16 03



### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

R. 4412-97 modifié par le décret 2012-839 du 4 mai 2012 ;  
Norme NF X 46-020.

<b>A</b>	<b>INFORMATIONS GENERALES</b>	
<b>A.1</b>	<b>DESIGNATION DU BATIMENT</b>	
Nature du bâtiment : <b>Bâtiment</b>		Adresse : <b>Centre social Carrefour 18 - 7, rue d'Espagne 35000 RENNES</b>
Cat. du bâtiment : <b>Etablissements sociaux</b>		
Nombre de Parties d'immeuble : <b>20</b>		
Numéro de Lot :		Propriété de : <b>CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES CAF D'ILLE ET VILAINE</b>
Référence Cadastre : <b>NC</b>		<b>7 COURS DES ALLIES</b>
Date du Permis de Construire : <b>Antérieur au 1 juillet 1997</b>		<b>35028 RENNES CEDEX 9</b>
<b>A.2</b>	<b>DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
Nom : <b>CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES CAF D'ILLE ET VILAINE</b>		Documents remis : <b>Plan localisation des éléments impactés</b>
Adresse : <b>7 COURS DES ALLIES 35028 RENNES CEDEX 9</b>		<b>Tableau des prescriptions</b>
		Moyens mis à disposition : <b>Aucun</b>
<b>A.3</b>	<b>EXECUTION DE LA MISSION</b>	
Rapport N° : <b>18-05-004116 A</b>		Date d'émission du rapport : <b>31/05/2018</b>
Le repérage a été réalisé le : <b>15/05/2018</b>		Accompagnateur : <b>M. Le Boucher</b>
Par : <b>ROULLEAU CHRISTOPHE</b>		Laboratoire d'Analyses : <b>ITGA RENNES</b>
N° certificat de qualification : <b>CPDI1626</b>		<b>Parc EDONIA Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS 66862 35768 SAINT-GRÉGOIRE CEDEX</b>
Date d'obtention : <b>21/09/2017</b>		Adresse laboratoire : <b>66862 35768 SAINT-GRÉGOIRE CEDEX</b>
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : <b>ICERT</b>		Numéro d'accréditation : <b>1-5970</b>
<b>Parc Edonia - Bât G</b>		Organisme d'assurance professionnelle : <b>AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE - 4 rue Jules Lefevre 75426 PARIS CEDEX</b>
<b>rue de la Terre Victoria</b>		
<b>35760 SAINT-GRÉGOIRE</b>		
Date de commande : <b>04/05/2018</b>		N° de contrat d'assurance et date de validité : <b>XFR0050627LI du 01/01/2018 au 31/12/2018</b>
		<b>XFR0048625FI09A du 01/01/2018 au 31/12/2018</b>
<b>NATURE DES TRAVAUX</b>		
Mise en conformité PMR du site. Les travaux concernent principalement les sanitaires au Rdc et 1er étage et la modification de bloc-portes suivant le tableau des prescriptions techniques et le changement de la porte d'entrée côté rue d'Espagne. Voir plan localisation des éléments impactés en annexe.		
<b>B</b>	<b>CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR</b>	
Signature et Cachet de l'entreprise		Date d'établissement du rapport : <b>Fait à ST HERBLAIN CEDEX le 31/05/2018</b>
		Nom du diagnostiqueur : <b>ROULLEAU CHRISTOPHE</b>

*Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.*

Ce rapport original ne peut être reproduit sans notre autorisation et ne peut être utilisé de façon partielle.

Rapport N° : 18-05-004116 A 1/40

DEKRA Industrial S.A.S.  
Siège Social : 19 rue Stuart Mill, PA Limoges Sud Orange, BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex 1  
[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - TVA FR 44 433 250 834  
S.A.S. au Capital Social de 6 628 320 € - Siren 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B



## ANNEXE 7

### Rapport Plomb Avant Travaux



**ACT DIAG IMMO HSI  
BRETAGNE PDL**  
ZIL Rue de la Maison Neuve  
CS70413  
44819 ST HERBLAIN CEDEX

## Dossier de diagnostics techniques

### Repérage du plomb dans les revêtements avant travaux



**Référence PBREPAV-E1323088-2201** 13 décembre 2022

<b>Bien</b>	ERP catégorie 1 à 4
<b>Adresse</b>	7, RUE D'ESPAGNE 35000 RENNES
<b>Référence Cadastre</b>	NC
<b>Propriétaire</b>	CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES Cours Des Allies 35000 RENNES
<b>Demandeur</b>	CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES Cours Des Allies 35000 RENNES

Le diagnostic **n'a pas révélé la présence** de revêtements contenant du plomb.

**Visité le 29 novembre 2022 par NICOLAS LOHEZ**

Ce rapport original ne peut être reproduit sans notre autorisation et ne peut être utilisé de façon partielle.

